



Formation des imams, instruction religieuse islamique et autres aspects de l'islam dans la vie publique suisse

Résultats de recherche d'une sélection de projets du
Programme national de recherche «Collectivités religieuses,
Etat et Société» (PNR 58)

FNSNF

FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Table des matières

5 Avant-propos du Prof. Christoph Bochinger

Partie I: formation des imams et instruction religieuse islamique

6 Oui à une formation des imams en Suisse
8 Des imams aux compétences lacunaires
9 Environ 150 imams en Suisse
11 Un islam authentique et pour la Suisse
12 Implication de l'Etat fortement souhaitée
14 Une idée précise du contenu de la formation
16 L'imam idéal – portrait rêvé
18 Enseignants: des attentes moins complexes
20 Formations existantes en Suisse

Partie II: autres connaissances sur l'islam en Suisse

22 La deuxième religion de Suisse
23 De nouvelles connaissances sur l'islam en Suisse grâce au PNR 58
24 Pourquoi se distancer du fondamentalisme?
26 L'initiative anti-minarets a gagné au centre
28 Les journalistes méconnaissent l'islam
30 Améliorer la qualité du débat sur l'islam

34 Impressum

Photo couverture:

05. 12. 2009, grande mosquée de Genève. Un croyant se recueille après la prière de midi. (© Mélanie Rouiller)



05.12.2009, mosquée chiite de Genève. Après la prière, les femmes et les enfants se retrouvent dans une pièce jouxtant la salle de prière. (© Mélanie Rouiller)

Avant-propos

Point de vue inédit sur l'intégration des musulmans en Suisse

La Suisse doit-elle à l'avenir former des imams? Cette question est éminemment politique. Ce sont les cantons qui doivent y répondre en première ligne. Ils sont responsables des hautes écoles susceptibles de former ces imams et ils s'occupent de l'intégration des migrants. Cette question a aussi déjà été lancée au Parlement.

Un consensus en faveur d'une formation des imams en Suisse est possible, montre aujourd'hui le Programme national de recherche 58 (PNR 58) «Collectivités religieuses, Etat et société», conclusion de l'étude scientifique d'un groupe de chercheurs de l'Université de Zurich. Alors que le thème est dans l'air depuis plusieurs années, nul doute que ces résultats créent une base solide pour la discussion des décideurs.

L'étude montre que les musulmans et les non musulmans interrogés sont unanimes pour dire qu'une formation des imams en Suisse est souhaitable. Les représentants des institutions publiques en attendent avant tout une meilleure communication et une meilleure connaissance des conditions cadres helvétiques chez les imams. Les musulmans eux-mêmes sont d'avis que des imams et des personnes chargées de l'instruction religieuse islamique formés en Suisse peuvent favoriser leur intégration. D'après eux les imams d'aujourd'hui sont insuffisamment formés et intégrés pour aider leurs communautés sur ce chemin. Ils cherchent de nouvelles réponses à des questions que leur vie en Suisse leur pose.

Avec ou sans minarets, les musulmans de Suisse pratiquent l'islam. La décision du peuple suisse, en 2009, d'interdire la construction de minarets, a renforcé le débat sur l'islam. Alors qu'avec les minarets il s'agissait d'un débat symbolique, la question de la formation des imams touche de plus près la vie musulmane en Suisse. Politiquement le sujet n'est pas anodin: il s'agit de savoir comment l'Etat – dans un but d'intégration et en préservant sa neutralité religieuse – peut s'impliquer dans la mise en place d'une formation des imams. Quelle que soit l'issue de ce débat, les résultats du PNR 58 nous permettent de nous faire une image plus claire des aspirations des musulmans de Suisse et d'une possible mise en œuvre d'une formation des imams.

Professeur Christoph Bochinger, président du Comité de direction du PNR 58

Partie I: imams et instruction religieuse islamique

L'essentiel

Oui à une formation des imams en Suisse

Les musulmans et les institutions publiques concernées par la question estiment majoritairement qu'il est souhaitable de former les imams et les enseignants d'instruction religieuse islamique en Suisse.

«Oui, trois fois oui.» A l'instar de cet imam d'origine somalienne, la majorité des musulmans interrogés par le groupe de recherche du PNR 58 (voir encadré ci-contre) estime qu'il est souhaitable de former les imams en Suisse. Sunnites ou chiites, les musulmans sont d'accord sur cette question précise, qu'ils soient originaires d'Europe, de Turquie, d'Afrique du Nord ou d'ailleurs. Dans leurs prises de position, les institutions publiques concernées par cette question se déclarent eux aussi en grande majorité en faveur d'une formation des imams en Suisse.

«Oui, trois fois oui.»

Un imam d'origine somalienne

L'enquête qualitative montre que les personnes favorables sont d'accord sur les buts fondamentaux d'une formation des imams dans notre pays. Elle encouragerait l'intégration des musulmans dans la société suisse; elle aiderait les imams à gagner les compétences qui leur permettraient de jouer un rôle d'interlocuteur auprès des autorités; elle permettrait de créer une plus grande transparence autour de la présence musulmane en terres helvétiques. Dans sa prise de position, la Direction de l'instruction publique du canton de Berne écrit: «Le principe devrait être soutenu sans réserve, puisqu'il garantirait la «naturalisation» de la tradition religieuse islamique dans le contexte suisse.»

«Le principe devrait être soutenu sans réserve, puisqu'il garantirait la «naturalisation» de la tradition religieuse islamique dans le contexte suisse.»

Canton de Berne, Direction de l'instruction publique

La convergence de vues vaut aussi, à quelques nuances près (lire en page 18), pour la formation des personnes chargées d'enseigner l'instruction religieuse islamique (IRI). La majorité des institutions publiques et des musulmans interrogés estiment souhaitable de former ces personnes en Suisse.

Rapport de minorité. Les personnes sondées par les chercheurs ne sont toutefois pas unanimes. Une minorité parmi les musulmans consultés rejette ainsi le principe d'une formation des imams et des enseignants d'IRI en Suisse, ou se déclare indécise. Elle estime qu'une telle formation ne pourrait pas être organisée de manière satisfaisante, ou elle craint que trop d'obstacles ne se dressent contre ce projet. De même, deux des acteurs institutionnels consultés rejettent l'idée d'une formation des imams en Suisse, tandis que deux autres se déclarent indécis.

Projet de recherche «Formation des imams et des enseignant-e-s de religion islamique en Suisse?»

Les membres du groupe de recherche ont mené environ 100 interviews avec les représentants de communautés et d'organisations islamiques (présidents, imams enseignants) ainsi qu'avec des individus musulmans indépendants, dans les parties romande et alémanique de la Suisse. Dans un deuxième temps, le groupe a récolté quelque 40 prises de position écrites d'institutions publiques concernées par cette question: des collectivités religieuses, des partis et des autorités politiques, des hautes écoles et des experts juridiques, dans huit cantons suisses (BE, BS, GE, LU, SG, VD, VS et ZH). Le groupe a exploité ce corpus selon les principes de l'analyse de contenu courante dans les sciences sociales. Il s'agit de la première étude empirique qualitative sur ce sujet en Suisse. La principale conclusion des chercheurs consiste à affirmer qu'un consensus en faveur d'une formation des imams et des enseignants d'instruction religieuse islamique en Suisse peut être atteint.

Direction: Prof. Ulrich Rudolph, Prof. Christoph Uehlinger, Prof. Dorothea Lüddeckens, Université de Zurich

Collaborateurs: Dr Andreas Tunger-Zanetti, Université de Zurich et Lucerne; Irma Delacombaz, Université de Fribourg, Nadja Rüegg, Université de Zurich

Contact: u.rudolph@access.uzh.ch

Des compétences linguistiques lacunaires

Actuellement, de nombreux imams actifs en Suisse ne maîtrisent pas ou maîtrisent mal les langues nationales. Plus largement, ils méconnaissent le cadre dans lequel ils œuvrent.

Institutions publiques et musulmans s'accordent pour dire qu'il manque des compétences importantes aux imams qui officient aujourd'hui sur le territoire suisse. En premier lieu vient la langue: la plupart des imams ne maîtrisent pas ou trop peu l'une des langues nationales helvétiques. Cet état de fait ne leur permet pas de jouer un rôle d'intermédiaire avec la société suisse. Il compromet par ailleurs leurs relations avec les fidèles de deuxième ou de troisième génération, qui se sont souvent distancés de la langue de leur communauté d'origine.

Méconnaissance de la réalité suisse. Dans le prolongement de leurs lacunes linguistiques, les imams présents en Suisse méconnaissent généralement l'environnement juridique, social et confessionnel dans lequel ils œuvrent – parfois lors de missions à relativement court terme. Une jeune universitaire musulmane d'origine arabe en témoigne: «J'ai fait l'expérience, en effet, d'imams envoyés ici sans avoir reçu d'informations claires sur la façon de vivre ici. Il arrivait fréquemment que les idées de l'imam s'opposent à celles des gens qui vivent ici et qui essayent de vivre au mieux leur vie de tous les jours.»

«J'ai fait l'expérience, en effet, d'imams envoyés ici sans avoir reçu d'informations claires sur la façon de vivre ici. Il arrivait donc fréquemment que les idées de l'imam s'opposent à celles des gens qui vivent ici et qui essayent de vivre au mieux leur vie de tous les jours.»

Une jeune universitaire musulmane d'origine arabe

Interroger les musulmans et les institutions concernées sur le manque de compétences des imams revient à leur demander quel rôle ils devraient jouer à l'avenir. Tous souhaitent que les imams deviennent des moteurs d'intégration.

Environ 150 imams en Suisse en 2009

On estime à 150 le nombre d'imams présents en Suisse en 2009. Ils proviennent de l'ex-Yougoslavie, de la Turquie, du Moyen-Orient et de l'Afrique.

Entre 150 et 180 imams étaient actifs en 2009 en Suisse, selon une estimation consolidée du groupe de recherche. Les imams présents en Suisse sont originaires des mêmes pays que les communautés dont ils ont la charge. Selon le recensement fédéral de 2000, près de 60% des musulmans résidant en Suisse viennent d'ex-Yougoslavie, 20% de Turquie et un peu plus de 10% d'Afrique, y compris le Maghreb. Les imams vivent là où se trouvent leurs fidèles et les lieux de prières: majoritairement dans les agglomérations à vocation industrielle du plateau suisse et des vallées.

Les imams du soir. De nombreux imams mènent leur activité religieuse à côté de leur activité professionnelle principale. Sur un total de 150 à 180 imams, seuls 70 à 80 d'entre eux sont engagés à temps plein, tandis que les autres sont des imams à temps partiel ou des imams du soir, selon les estimations des chercheurs du PNR 58. «Notre imam», dit ce jeune employé d'un commerce de détail d'origine albanaise, «il travaille toute la journée et ensuite, le soir, il doit venir à la mosquée. Avant de s'y rendre, il doit se préparer afin de pouvoir nous apprendre des choses nouvelles.»

«Notre imam, il travaille toute la journée et ensuite, le soir, il doit venir à la mosquée. Avant de s'y rendre, il doit se préparer afin de pouvoir nous apprendre des choses nouvelles.»

Un jeune employé d'un commerce de détail d'origine albanaise

Formés en Bosnie, en Turquie ou en Egypte. La plupart des imams actifs en Suisse ont été formés en Bosnie, en Turquie ou en Egypte. Leurs études correspondent au niveau de la maturité, complétées de matières religieuses, ou à des diplômes universitaires. Sauf exception, les cours dans une des langues nationales suisses ne jouent aucun rôle important dans leur formation.



11.12.2009, mosquée de la Baselstrasse 61a à Lucerne. Un membre de la communauté chante l'appel à la prière. (© Mélanie Rouiller)

Islam en Suisse

Un islam authentique et pour la Suisse

Les interviews montrent que les musulmans veulent vivre un islam authentique et y trouver des réponses aux nouveaux défis posés par le contexte suisse.

En se déclarant favorable à une formation des imams en Suisse, la majorité des musulmans interrogés renseigne aussi sur l'islam qu'elle veut y vivre. Les interviews menées par les chercheurs montrent que les musulmans cherchent à vivre en Suisse un islam authentique, c'est-à-dire relié à une tradition islamique bien établie comme celle de leurs pays d'origine. Mais dans le même temps, ils expriment la nécessité d'un regard moderne sur leur religion au travers de l'imam. «Il doit avoir un esprit critique, un esprit d'ouverture», dit cette fonctionnaire d'association d'origine algérienne à propos des qualités d'un imam.

«Il doit avoir un esprit critique, un esprit d'ouverture.»

Une membre d'une association d'origine algérienne

Une lecture adaptée du Coran. Le groupe de recherche relève que les musulmans interrogés attendent des imams qu'ils offrent une lecture du Coran adaptée à la Suisse d'aujourd'hui. Ainsi, la majorité d'entre eux estime qu'apprendre à interpréter le Coran de manière nuancée est au moins aussi important et même plus important que d'apprendre un certain nombre de sourates par cœur, pour un futur imam. Il s'agit de trouver des réponses islamiques aux nouveaux défis posés par l'environnement suisse. Cet imam d'origine albanaise le résume: «Celui qui a été formé ici, pourra répondre aux besoins des personnes qui vivent ici.»

«Celui qui a été formé ici, pourra répondre aux besoins des personnes qui vivent ici.»

Un imam d'origine albanaise

A l'inverse, les musulmans interrogés refusent, au même titre que les institutions publiques, un islam conçu comme un produit fini importé. La formation des imams en Suisse pourrait-elle signifier que l'Etat se mette à réglementer l'islam? Cette option est elle aussi clairement repoussée par tous les groupes interrogés par les chercheurs.

Implication de l'Etat fortement souhaitée

Les musulmans et les acteurs institutionnels veulent se partager les premiers rôles dans l'organisation d'une filière de formation des imams. Ils s'accordent sur la nécessité d'un principe de financement transparent.

Les musulmans souhaitent être les premiers impliqués dans la mise en place d'une formation pour les imams en Suisse. Ils estiment que l'Etat a aussi un rôle important à jouer – sans pour autant qu'il interfère dans la partie strictement religieuse de la formation. La participation de l'Etat est perçue comme un gage de qualité et de stabilité, propre à repousser les idéologies indésirables.

Une formation publique. Les institutions publiques sondées se sont largement exprimées sur une éventuelle participation de l'Etat. Elles s'attendent à ce qu'il joue un rôle important dans l'organisation d'une telle formation. Le Bureau de l'intégration du canton de Lucerne écrit dans sa prise de position: «Une formation ancrée dans une institution publique offrirait une garantie de transparence. Cela permettrait de construire des rapports de confiance.» Une minorité d'institutions est toutefois sceptique sur la question d'un rôle actif des collectivités publiques. Elle estime que l'Etat ne doit pas se mêler de formation religieuse.

«Une formation ancrée dans une institution publique offrirait une garantie de transparence. Cela permettrait de construire des rapports de confiance.»

Bureau de l'intégration du canton de Lucerne

La majorité des musulmans – surtout en Suisse romande – se prononce en faveur d'une formation complémentaire, plutôt que complète, des imams en Suisse. Nombreux sont ceux qui estiment qu'une formation complémentaire peut être mise sur pied dans un premier temps, mais qu'une formation complète devrait être offerte plus tard – pour les imams suisses ou immigrés dès la deuxième génération. La majorité des institutions partagent ce dernier avis.

Facteur temps. Mettre en place une formation pour les imams en Suisse, sous quelque forme que ce soit, prendra du temps. Musulmans et institutions publiques s'accordent aussi sur ce point. L'un des obstacles principaux pourrait être selon eux le manque d'unité entre les différentes communautés islamiques de Suisse.

Un financement transparent, des sources incontestables

Pour les musulmans autant que pour les institutions publiques, le financement d'une formation des imams doit être transparent et les pourvoyeurs de fonds incontestables.

Les musulmans estiment que la situation financière des communautés est précaire et ne leur permettrait pas de financer à elles seules une filière de formation. Ils placent leurs espoirs dans une participation financière de l'Etat, légitimée par l'intérêt général que représente une telle formation. S'ils devaient assumer les coûts sans aide de l'Etat, les musulmans estiment qu'il leur faudrait pouvoir lever un impôt comparable à l'impôt ecclésiastique.

Les institutions publiques interrogées estiment qu'une formation des imams en Suisse doit être au moins en partie payée par les musulmans qui y vivent. Elles considèrent que l'Etat doit lui aussi figurer au rang des contributeurs. Elles acceptent l'idée d'un financement provenant de l'étranger, pour autant qu'il soit offert sans condition. Une grande majorité des musulmans les rejoignent aussi sur ce dernier point.

Formation des imams

Une idée précise du contenu

Les musulmans interrogés considèrent qu'une formation des imams en Suisse devrait comprendre des branches religieuses et des branches laïques.

Au-delà de l'apprentissage d'une langue nationale suisse, les musulmans se font une idée précise du contenu d'une formation des imams. Ils considèrent que le cursus doit contenir des branches religieuses, liées à l'islam, et des branches laïques, liées au contexte suisse. Ils sont d'avis que la partie laïque du cursus peut être commune aux sunnites, aux chiïtes et aux alévis. Au niveau religieux en revanche, les musulmans interrogés ont des avis partagés: certains estiment qu'un enseignement commun est possible, d'autres non.

Lire le Coran dans le contexte suisse. Pour les musulmans, les imams doivent d'abord étudier le Coran. S'ils estiment nécessaire que les futurs prédicateurs connaissent certaines sourates par cœur, les musulmans interrogés souhaitent avant tout que les imams apprennent à interpréter le texte d'une manière adaptée au contexte suisse – lire en page 11.

Au niveau des disciplines non confessionnelles, les musulmans évoquent d'abord des cours de pédagogie, de médiation et de préparation à la tâche d'aumônier. Le cursus devrait, ensuite seulement, contenir des branches comme l'histoire suisse, le droit suisse, les sciences politiques, l'économie, les sciences des religions et une introduction au dialogue interreligieux.

Au niveau académique. Musulmans et institutions publiques s'accordent sur le fait que la formation doit être portée par une université. Dans sa prise de position, le Parti radical genevois écrit: «il nous paraît essentiel que la deuxième plus importante religion – et troisième plus importante confession – de notre pays fasse l'objet d'un enseignement de théologie dans une université en Suisse.»

«Il nous paraît essentiel que la deuxième plus importante religion de notre pays – et troisième plus importante confession – fasse l'objet d'un enseignement de théologie dans une université en Suisse.»

Parti radical genevois

Les musulmans considèrent que la formation doit être élaborée avec la participation de l'étranger. Des universités islamiques devraient ainsi être consultées sur les cursus, ou pourraient même fournir leur aide pour le recrutement de professeurs qualifiés dans les branches religieuses en particulier. Les musulmans interrogés citent le plus souvent comme référence l'université al-Azhar, au Caire. Ils se montrent très critiques à l'égard des universités d'Arabie saoudite.

Il existe déjà dans quelques pays d'Europe des filières de formation pour les imams ou les enseignants d'instruction religieuse islamique. En France, deux offres de formation des imams existent, l'une islamique dans le cadre d'une institution privée, l'autre dans une université catholique privée, qui restreint son enseignement à des matières profanes et de culture citoyenne. Aux Pays-Bas, deux universités offrent des programmes pour futurs imams. La Grande-Bretagne propose une offre très variée, essentiellement privée. En Autriche et en Allemagne, des cursus existent pour les enseignants et sont complétés par des formations continues pour imams.

Imam: un métier attractif?

Les emplois d'imam ou d'enseignant d'instruction religieuse islamique correctement rémunérés sont rares en Suisse. Pour certains musulmans, les imams formés en Suisse ne pourront pas aspirer à de meilleurs salaires qu'aujourd'hui. D'autres espèrent que les institutions suisses, telles que les hôpitaux ou les prisons, acceptent d'engager des imams comme aumôniers ou médiateurs. Quelques personnes suggèrent la création d'un impôt religieux musulman, à même de financer les besoins des communautés religieuses musulmanes. Un tel cas de figure impliquerait que les cantons accordent à des organisations musulmanes une reconnaissance de droit public.

Formation des imams

L'imam idéal – portrait rêvé

Les imams ne répondent que partiellement aux attentes des musulmans de Suisse – comme des institutions publiques. Voici une sélection de quelques déclarations marquantes consignées par le groupe de recherche.

«Il ne peut pas avoir un deuxième ou un troisième job, il devrait vraiment n'en avoir qu'un. Il devrait être présent au local de l'association ou à la mosquée. Comme un prêtre dans une église, tous les jours et 24 heures sur 24: quand on frappe à la porte, on doit pouvoir se confesser ou raconter quelque chose. Oui, en fait, il ne devrait vivre que pour cela.»

Une employée de commerce d'origine bosniaque

«Une mosquée sans imam est comme une maison sans toit.»

Un logisticien d'origine macédonienne

«Et donc, l'imam doit essayer d'expliquer aux gens que c'est un plus d'être musulmans, que cela les aide à comprendre la vie et à avancer dans la vie. En même temps, ils font partie de la société et d'un système qu'ils doivent gérer, accompagner. Donc, être avec la société, dans la société, y apporter quelque chose, une contribution.»

Une membre d'une association d'origine algérienne

« Un bon imam sait parler cinq ou six langues.»

Un travailleur d'origine macédonienne

« Nous considérons qu'une meilleure intégration de ces personnes est très importante. Nous constatons en effet régulièrement que des enseignants poussent leurs communautés dans des directions difficilement compatibles avec nos droits fondamentaux.»

Canton de Saint-Gall, Direction de l'instruction publique



11.12.2009, mosquée de la Baselstrasse 61a à Lucerne. Prière du vendredi. L'imam Petrit Alimi (au centre de l'image) est à l'œuvre. (© Mélanie Rouiller)

Instruction religieuse islamique Des attentes moins complexes

Pour les musulmans interrogés, une formation en Suisse des enseignants d’instruction religieuse islamique (IRI) est souhaitable. Ils formulent moins d’attentes à l’égard des enseignants qu’à l’égard des imams.

Comme pour les imams, la grande majorité des musulmans interrogés et des institutions estime qu’il est souhaitable de former les enseignants de religion islamique (IRI) en Suisse. Beaucoup de musulmans considèrent en effet que la situation actuelle est insatisfaisante dans ce domaine aussi.

Les enseignants d’IRI sont moins concernés par le problème de la maîtrise d’une langue nationale, puisque la plupart d’entre eux s’exprime déjà sans peine dans une langue officielle suisse. Les musulmans interrogés estiment toutefois que les enseignants manquent parfois de compétences pédagogiques et que leurs connaissances de l’islam devraient être plus approfondies. Dans un deuxième temps, ils relèvent que les enseignants doivent connaître les réalités du contexte helvétique.

Pour une meilleure intégration. Le but principal d’une formation des enseignants d’IRI est une meilleure intégration des musulmans, de l’avis des musulmans eux-mêmes et des institutions. L’Eglise catholique chrétienne évoque dans sa prise de position le fait d’«intégrer les enfants dans leur propre communauté tout en les intégrant dans l’environnement suisse.» Au-delà de cet objectif d’intégration, les personnes interrogées formulent pour les enseignants des attentes moins complexes que pour les imams.

«Intégrer les enfants dans leur propre communauté tout en les intégrant dans l’environnement suisse.»

Eglise catholique chrétienne

La majorité des personnes chargées de l’IRI interrogées par les chercheurs sont des femmes. En Suisse allemande, elles ont été formées à l’Institut für Interreligiöse Pädagogik und Didaktik de Cologne, qui offre des cours en Suisse. En Suisse romande, deux personnes interrogées sur cinq ont suivi une formation par correspondance auprès de l’Institut européen des sciences humaines (IESH) à Château-Chinon, en France, tandis que les trois autres se déclarent autodidactes.



05.12.2009, grande mosquée de Genève. Classe coranique. (© Mélanie Rouiller)

Formation des imams Offre existante en Suisse

Quelques offres de formation existent déjà en Suisse pour les imams, les enseignants d'IRI et les personnes intéressées par l'islam.

1. **Cours IPD.** L'Institut für Interreligiöse Pädagogik und Didaktik de Cologne offre depuis 2001 un cours de pédagogie islamique destiné aux musulmans qui désirent enseigner l'instruction religieuse islamique (IRI).
2. **Islamologisches Institut de Vienne.** Depuis 2007, cet institut privé organise des cours dans la région de Zurich ouverts aux musulmans comme aux non musulman.
3. **Certificat «Islam, musulmans et société civile» à l'Université de Fribourg.** Le Centre de formation continue de l'Université de Fribourg avait mis sur pied pour 2010 une formation continue qui s'adressait à un public musulman et non musulman. Elle devait permettre aux participants de se familiariser avec les réalités sociales, religieuses et culturelles suisses. Cette formation n'a pour l'instant pas encore pu être organisée, faute de participants.
4. **Certificat «Religiöse Begleitung im interkulturellen Kontext».** La Haute école zurichoise de sciences appliquées (ZHAW), à Winterthour, offre ce cours depuis septembre 2009. Il se focalise sur des questions liées au dialogue interreligieux.
5. **Un projet gelé à l'Université de Bâle.** En 2004, l'Islamische Religionspädagogische Akademie (IRPA) basée à Vienne a proposé à l'Université de Bâle de mettre sur pied un département de théologie islamique pouvant former de futurs imams, les enseignants d'IRI et toute personne intéressée. Le projet est gelé parce que les partenaires ne sont pas parvenus à un accord sur la participation des bailleurs de fonds aux décisions.



11.12.2009, mosquée de la Baselstrasse 61a à Lucerne. Prière du vendredi midi.
(© Mélanie Rouiller)

Partie II: nouvelles connaissances sur l'islam en Suisse

Statistique officielle

L'islam est la deuxième religion de Suisse

La statistique officielle repose sur le recensement fédéral de la population de l'an 2000. Selon ces chiffres, l'islam est la deuxième religion de Suisse après le christianisme. Huit musulmans de Suisse sur 10 proviennent d'Ex-Yougoslavie ou de Turquie.

L'islam est aujourd'hui la deuxième religion et la troisième confession de Suisse. Les médias, le monde politique et le grand public en ont pris conscience lors de la publication des résultats du recensement fédéral de l'an 2000. Au tournant du millénaire, 310'807 musulmans étaient présents en terres helvétiques, soit 4,26% de la population. En 1970, ils ne représentaient que 0,26% des personnes résidant en Suisse.

Un islam européen. Sur 100 musulmans vivant en Suisse, 57 proviennent des pays de l'Ex-Yougoslavie. Vingt autres sont de nationalité turque. Près de 80% des musulmans résidant en Suisse pratiquent donc un islam européen: pour eux, la religion est une affaire privée et l'Etat est laïc. Les ressortissants des pays du Maghreb et du Moyen-Orient représentaient en 2000 seulement 6% de la population musulmane résidente – contre 13% en 1970.

Le dernier recensement a aussi révélé que la présence islamique en Europe est jeune et urbaine. Près de 40% des musulmans dénombrés avaient en l'an 2000 moins de 20 ans, ce dont aucune autre religion présente en Suisse ne peut se vanter. Les membres des communautés islamiques sont plus nombreux en Suisse alémanique (4,7% de la population en moyenne) qu'en Suisse romande (3,6%) et qu'en Suisse italienne (1,8%). On les trouve rarement dans les communes de moins de 3000 habitants, mais plus sûrement dans les agglomérations à vocation industrielle du plateau suisse. En 2000, plus de 10% des personnes de confession musulmane établies en Suisse disposaient de la nationalité helvétique.

Islam en Suisse

De nouvelles connaissances grâce au PNR 58

Un certain nombre de projets de recherche du PNR 58 se consacrent exclusivement ou entre autres à la question de l'islam en Suisse. Certains de ces projets ont présenté leurs résultats en 2010, ou sont tout proches de la fin de leurs travaux. Les pages qui suivent présentent les nouvelles connaissances acquises par quatre projets sous la forme d'interviews avec les scientifiques.

D'autres résultats de recherche sont par ailleurs attendus pour le courant de 2011. Les projets suivants sont intéressants à propos de l'islam en Suisse:

Alévis et ahmadis, à l'ombre des chiïtes et des sunnites

L'islam européen largement majoritaire en Suisse est sunnite. La deuxième communauté en termes numériques est chiïte. L'équipe du Prof. Martin Sökefeld, à l'Université de Berne, se concentre pour le compte du PNR 58 sur deux petites communautés, les Alévis (Turquie) et les Ahmadis (Pakistan).
www.pnr58.ch → Projets → Les musulmans en Suisse → Les collectivités musulmanes issues de la diaspora en Suisse

Nombre et fonctionnement des groupements musulmans locaux

Le projet de recherche «Groupements religieux locaux: comparaison entre la Suisse et les USA», mené par le Prof. Jörg Stolz, de l'Observatoire des religions de l'Université de Lausanne, permettra de connaître le nombre de communautés religieuses locales et leur mode de fonctionnement.
www.pnr58.ch → Projets → Les différentes formes de vie religieuse → Groupements religieux locaux: comparaison entre la Suisse et les USA

Comment est organisé l'islam en Suisse?

Le Prof. Mounia Bennani-Chraïbi et son équipe de l'Université de Lausanne cherchent à comprendre comment l'islam s'organise en Suisse.
www.pnr58.ch → Projets → Les musulmans en Suisse → Comment est organisé l'islam en Suisse?

Orientations sociales, culturelles et politiques des musulmans de Suisse

Le groupe de recherche du Dr Marco Giugni, du Département de science politique de l'Université de Genève, s'est donné pour tâche de connaître les orientations sociales, culturelles et politiques des musulmans de Suisse.
www.pnr58.ch → Projets → Les musulmans en Suisse → Les musulmans en Suisse: entre reconnaissance en tant que minorité et assimilation.



11.12.2009, mosquée de la Baselstrasse 61a à Lucerne. En attendant la prière de la mi-journée.
(© Mélanie Rouiller)

Interview avec le Dr Samuel Martin Behloul L'islam n'est pas le fondamentalisme

Gros-plan sur les musulmans bosniaques et albanais, majoritaires en Suisse, avec le Dr Samuel Martin Behloul. Ses recherches montrent que ces communautés ne voient pas pourquoi elles devraient se distancer de postures fondamentalistes qui leur sont complètement étrangères à elles aussi.

La majorité des musulmans de Suisse provient du Kosovo, de Macédoine, de Bosnie Herzégovine et du sud de la Serbie, des régions de l'ancienne Yougoslavie.

Depuis le 11 septembre 2001 et les attentats contre le World Trade Center de New York, le discours critique sur les musulmans se focalise sur un islam étranger au monde occidental et fondamentaliste. Or les musulmans bosniaques et albanais viennent d'une région européenne, l'Ex-Yougoslavie, dominée pendant plusieurs décennies par le communisme.

Comment bosniaques et albanais réagissent-ils au discours critique sur un islam qui n'est pas le leur culturellement? C'est le sujet des recherches du Dr. Samuel Martin Behloul, du séminaire de science des religions de l'Université de Lucerne.

Samuel Martin Behloul, l'attitude critique des suisses à l'égard de l'islam a-t-il une influence sur les musulmans bosniaques et albanais vivant en Suisse?

Les Bosniaques reprennent les arguments de bon nombre de partis politiques. Ils rappellent qu'ils proviennent, avec les Albanais, d'Ex-Yougoslavie, qu'ils n'ont jamais connu un islam fondamentaliste et qu'il n'y a pas de problème avec eux. Les musulmans albanais insistent quant à eux plus sur l'ethnicité albanaise comme marqueur identitaire que sur la religion musulmane. Mais la conclusion est la même: ils ne voient pas pourquoi ils devraient se distancer des postures fondamentalistes qui leur sont complètement étrangères, à eux aussi.

Comment les deux communautés communiquent-elles avec leur environnement suisse?

Si vous regardez les sites internet des communautés bosniaques, vous verrez qu'ils sont tous en langue bosniaque. Chez les Albanais en revanche, ils sont plus souvent en allemand. De même, les Albanais ont des contacts beaucoup plus étroits avec les acteurs politiques locaux, sans doute parce qu'à l'origine ils souffraient d'une image négative, quand ils sont arrivés à la fin des années 1980. Les Bosniaques sont moins présents sur la place publique, d'une part parce qu'ils

se considèrent comme des musulmans non problématiques et d'autre part parce qu'ils sont considérés comme tels par la population.

La Suisse officielle reproche souvent aux musulmans d'être mal organisés. Qu'en pensez-vous?

C'est faux. La Suisse attend des musulmans qu'ils s'organisent comme les églises cantonales: si j'ai une question sur les catholiques, j'appelle l'église concernée ou la Conférence des évêques suisses à Fribourg et j'ai ma réponse. Chez les musulmans ce n'est pas possible parce qu'ils ne connaissent pas ce genre d'organisation et parce que la communauté musulmane est plurielle. Il faudra du temps avant qu'une telle organisation n'émerge, avec des personnes aptes à représenter l'ensemble. Mais au niveau local, les musulmans bosniaques et albanais que j'ai étudiés de près sont très bien organisés pour tout ce qui touche à la vie de tous les jours. De nombreuses associations offrent, en plus d'un lieu pour la prière, du conseil matrimonial, des cours d'informatiques ou des solutions pour la petite enfance.

Plus d'informations sur le projet de recherche:
Les résultats seront disponibles à l'été 2010. Le rapport final sera publié sur le site internet du PNR 58.
www.pnr58.ch → Projets → Les musulmans en Suisse → Réaction des musulmans albanais et bosniaques vivant en Suisse face au discours sur l'islam

Interview avec le Prof. Adrian Vatter «L'initiative anti-minarets a gagné au centre»

L'initiative anti-minarets l'a emporté au centre de l'échiquier politique, selon le Prof. Adrian Vatter, auteur de l'analyse VOX. L'interdiction correspond à une critique fondamentale de l'islam, mais pas de la manière de vivre des musulmans de Suisse.

Le Prof. Adrian Vatter a étudié la votation sur l'initiative anti-minarets, que le peuple a acceptée le 29 novembre 2009, dans une analyse VOX (www.politrends.ch). Le directeur de l'Institut pour les sciences politiques de l'Université de Berne a aussi analysé d'autres votations dans son projet de recherche dans le cadre du PNR 58. Il explique pourquoi le oui l'a emporté et comment la population suisse se positionne à l'égard des musulmans.

Adrian Vatter, quel a été l'élément décisif pour que le oui à l'initiative anti-minarets l'emporte?

C'est au centre de l'échiquier politique que le oui l'a emporté. D'habitude, ce centre politique vote plutôt en faveur des minorités comme par exemple les étrangers. Le 29 novembre 2009, il a voté contre la minorité musulmane et majoritairement accepté l'initiative anti-minarets. En plus de l'électorat UDC, 56% des sympathisants du Parti démocrate chrétien et 60% des Libéraux-Radicaux ont voté oui à l'initiative.

Quelles sont les motivations qui se cachent derrière le oui?

Les motivations sont diverses. Mais on peut dire qu'il s'agit surtout d'un vote à portée symbolique: la majorité a souhaité dire son opposition au développement de l'islam comme modèle de société. C'est surtout une critique fondamentale de l'islam tel qu'il est perçu, comme un fondamentalisme avec son lot d'actes terroristes et l'application de la charia dans certains pays. Mais ce n'est pas une critique générale des musulmans de Suisse. Nous avons demandé aux votants si les manières de vivre suisse et musulmane font bon ménage dans notre pays. Deux tiers des personnes interrogées sont totalement ou assez convaincues que oui.

On observe une forte division entre la gauche et la droite sur ce vote. Est-ce surprenant?

Non cela confirme les recherches faites dans le cadre du PNR 58 sur les votations relatives aux minorités. Lors de telles votations, la gauche se prononce majoritairement en faveur des minorités, contrairement à la droite. La gauche a une vision

égalitaire de la société. Elle s'oppose sur ces questions à la vision conservatrice et anti-émancipatrice de la droite.

L'analyse du vote des femmes réserve lui des surprises...

Oui parce qu'on a pensé juste après le vote que les femmes de gauche avaient fait pencher la balance en faveur du oui. Or ce n'est pas ce qui s'est passé selon l'analyse VOX. A gauche, seules 16% des femmes ont accepté l'initiative. A droite en revanche, 87% des femmes ont glissé un oui dans l'urne. Les femmes sont aux deux extrêmes sur cette votation: à gauche ce sont elles qui ont le plus clairement voté non, au sein de la droite conservatrice elles sont les plus ferventes partisans de l'initiative.

Quelles conclusions tirer à propos de la situation des musulmans en Suisse?

Nos recherches en cours pour le PNR 58 et l'analyse VOX tendent à montrer que les communautés musulmanes en Suisse sont considérées comme un outgroup: elles éveillent des craintes au sein de la population helvétique. Les Suisses sont fondamentalement critiques à l'égard des musulmans, toutes les votations cantonales sur l'islam le prouvent. Pour moi le vote sur les minarets lance donc un nouveau défi. Les responsables politiques n'ont pas su trouver les bons arguments.

Ce vote a soulevé une forte réaction des milieux intellectuels, en Suisse et en Europe. Vous nous dites maintenant que c'est une chance.

Les gens qui ont voté oui n'étaient pas mal informés. Ils ont fait la différence entre l'islam comme modèle de société et leurs voisins musulmans. Ils ont voté contre les minarets, mais pas contre le fait que les musulmans pratiquent leur religion en Suisse. Je vois ce vote comme une chance pour que le Conseil fédéral, les partis politiques et les communautés musulmanes mènent une politique d'information active sur l'islam en Suisse. Ce thème a très clairement été délaissé par les élites jusqu'à maintenant.

Informations complémentaires sur le projet de recherche du PNR 58:
Le projet s'achèvera fin 2011. Le rapport final pourra être téléchargé depuis le site internet du PNR 58.
www.pnr58.ch → Projets → Religion, médias et politique → La protection des minorités religieuses dans la démocratie directe

Interview avec le Prof. Urs Dahinden **Les journalistes méconnaissent l'islam**

Le Prof. Urs Dahinden, de l'Institut pour les sciences de l'information de la Haute école de technique et d'économie de Coire, a analysé dans le cadre du PNR 58 le rôle des médias dans les conflits entre cultures. Il montre que les journalistes méconnaissent les religions et s'y intéressent peu.

Le Prof. Urs Dahinden, de l'Institut pour les sciences de l'information de la haute école de technique et d'économie de Coire, a cherché à savoir dans le cadre du PNR 58 si les médias de masse aggravaient les conflits en matière religieuse. Avec son équipe, il a mené des entretiens avec des responsables de communautés religieuses et avec des journalistes suisses. Le groupe de recherche a aussi procédé à l'analyse des contributions des médias (articles de presse, émissions de télévision et de radio) parus dans l'intervalle de douze mois.

Urs Dahinden, les journalistes connaissent-ils bien l'islam?

Les journalistes connaissent l'islam comme ils connaissent toutes les autres religions: mal. Ils nous l'ont affirmé sans détour lors des entretiens que nous avons menés avec eux. Les journalistes n'y voient d'ailleurs pas de problème. Pour eux, le fait qu'ils en savent peu leur permet de poser les questions que tout le monde se pose.

Mais n'est-ce pas le contraire de la fonction d'un journaliste?

Evidemment, tout le monde serait choqué si l'on apprenait que les journalistes sportifs ne connaissent pas les équipes de football de première division! Un journaliste doit connaître son sujet pour être capable de contredire son vis-à-vis. Et connaître un sujet n'empêche personne de formuler des questions simples. Mais je pense qu'il faut prendre cette affirmation des journalistes comme une forme d'excuse. Cela montre que la religion n'est pas un sujet important dans les rédactions. D'ailleurs seule une poignée de médias suisses disposent de journalistes spécialisés dans le religieux.

C'est une de vos conclusions. Les religions en elles-mêmes n'intéressent pas les médias.

Notre analyse de contenu le démontre: très peu d'articles parlent de religion à proprement parler. Et parmi toutes les religions, l'islam et le catholicisme sont surreprésentés dans les médias. Pour le catholicisme, les occurrences renvoient le plus souvent au Vatican. Dans le cas de l'islam, on ne parle pas des musulmans

de Suisse. Les articles évoquent l'islam à l'étranger. L'islam est l'attribut d'un groupe qui participe à un conflit. Il est politisé. Les religions en elles-mêmes intéressent peu les médias. C'est lorsqu'elles s'ajoutent à d'autres thématiques, tels que les conflits politiques, qu'elles sont mentionnées dans les articles.

Vous avez aussi réalisé des analyses des schémas narratifs utilisés dans les articles. Comment l'islam est-il mis en scène?

De façon négative. De manière générale, l'islam est associé à la figure du criminel ou du coupable. Pour donner d'autres exemples, le judaïsme est associé à la figure de la victime et le bouddhisme à celle du héros ou de la bonne mère.

Peut-on dire que les médias encouragent le rejet de l'islam et des musulmans?

Non. On peut dire en revanche que les médias sont passifs. Ils ne font rien pour accroître la tolérance entre les communautés religieuses en Suisse. Le thème de la religion n'est pas très proche de leurs préoccupations. Ils en sont désintéressés, même s'il faut reconnaître que la campagne sur les minarets a fait figure d'exception.

Justement les musulmans ont choisi de se taire pendant la campagne. Vous leur recommandez de prendre la parole. Pourquoi?

Les musulmans de Suisse sont très différents de l'islam tel qu'il est vécu à l'étranger, mais ce dernier est plus présent dans les médias suisses. Je crois qu'ils doivent définir des messages clés qui disent «il existe en Suisse un islam pacifique et démocratique» et les communiquer activement. Si les musulmans de Suisse ne disent pas qu'ils sont pacifiques et qu'ils ne veulent pas prendre le pouvoir, qui le fera à leur place? Cela nécessite aussi une organisation des structures au niveau de la communication. Il faut offrir à tous les médias des personnes de contact aptes à parler pour les musulmans et à les représenter. Des initiatives allant dans cette direction ont été prises depuis la votation sur les minarets, mais nous sommes encore loin du but.

Informations complémentaires sur le projet:

Le projet s'est achevé fin 2011. Le rapport final peut être téléchargé sur le site internet du PNR 58.

www.pnr58.ch → Projets → Religions, médias et politique → La différence religieuse, un problème au cœur du débat politique

Interview avec le Dr Patrik Ettinger Améliorer la qualité du débat sur l'islam

La minorité musulmane est devenue un thème du débat public en Suisse dès 2004, avec comme toile de fond la couverture médiatique intense des conflits internationaux et des attentats. Le manque de différenciation dans la perception de l'islam conduit à une problématisation persistante de la minorité musulmane en Suisse.

Comment l'islam et les musulmans sont devenus un problème dans le débat public suisse? Kurt Imhof et Patrik Ettinger du Forschungsbereich Öffentlichkeit und Gesellschaft (fög) de l'Université de Zurich ont cherché des réponses à cette question dans le cadre de leurs travaux. Ils ont étudié les médias et les débats parlementaires nationaux.

Patrik Ettinger, comment l'islam est-il devenu un problème en Suisse, sans qu'on puisse reprocher grand-chose aux musulmans vivant en Suisse?

Nos recherches montrent que la perception des musulmans en Suisse est influencée par la couverture médiatique intense des conflits internationaux. Les musulmans n'étaient pas un sujet avant les attentats du 11 septembre 2001. Après ces événements, les musulmans de Suisse ont été perçus avant tout comme des victimes. Ce n'est que depuis 2004 qu'ils sont devenus un problème dans le débat public. D'une part en raison des attentats et des conflits en Europe et d'autre part en raison de l'instrumentalisation du thème dans la confrontation politique.

Quelles sont les étapes qui ont conduit à la problématisation de l'islam en Suisse?

Au niveau des conflits internationaux ce sont certainement les attentats de Madrid et de Londres, ainsi que le conflit autour des caricatures de Mahomet, qui a été interprété comme une menace pesant sur les valeurs occidentales. A partir de là les votations sur la reconnaissance de religions non chrétiennes dans le canton de Zurich en 2003 et sur la naturalisation facilitée des étrangers de deuxième et de troisième génération en 2005, mais aussi les élections fédérales de 2007, ont montré que le thème de l'islam peut susciter des émotions et permettre de gagner des votations. C'est ainsi que le sujet est devenu intéressant en particulier pour la droite conservatrice.

Quelles sémantiques de la différence avez-vous identifiées?

Par rapport aux valeurs propres à la Suisse, l'islam est fréquemment présenté comme pré-moderne, violent et menaçant. Ce qui est problématique, c'est que ces sémantiques se renforcent mutuellement et que l'on parle souvent des musul-

mans de manière indifférenciée. Avec comme conséquence que l'intégration des musulmans est implicitement écartée.

Qui véhicule ces sémantiques?

Alors que la droite conservatrice a fait de la politique avec le thème de l'islam dès 2003, les autres partis ont sous-estimé son impact. Cela s'observe avec l'initiative anti-minarets: les partisans de l'initiative ont obtenu 75% de la résonance médiatique, les opposants seulement un quart. Les rapports de force ont été inversés par rapport au Parlement. Le manque de résonance des opposants s'explique aussi par leur engagement moindre et tardif dans la campagne.

Quelles conséquences pour le débat démocratique?

Le problème n'est pas que l'islam est thématiqué. Une démocratie doit mener la discussion sur les enjeux à venir. Le problème c'est la qualité du débat, qui est compromise. Trois indicateurs nous le montrent. D'abord la discussion sur les musulmans se distingue par de fortes généralisations, qui ne tiennent pas compte de différences essentielles. Deuxièmement il s'est avéré lors du débat sur l'initiative anti-minarets que les arguments pour et contre ne se sont jamais rencontrés. Nous avons donc un conflit, sans discussion. Enfin la question centrale de la perception de la Suisse a été à peine posée. Cela se voit dans le fait qu'une discussion sur les différentes manières de concevoir la démocratie n'a été menée qu'après la votation.

Que faire pour améliorer la qualité du débat?

C'est une entreprise délicate car les logiques du système médiatique commercialisé aussi bien que les logiques politiques, surtout dans la perspective des élections de 2011, laissent augurer une aggravation du conflit. En tous les cas les débats sur les symboles comme la burqa ne vont pas nous aider à aller plus loin. Une différenciation entre les sphères privées et publiques apporterait sûrement une certaine rationalité au débat. Toutefois cela signifierait ensuite aussi que le fait d'exiger des devoirs dans la sphère publique – et seulement dans cette sphère – serait à mettre en relation avec des droits, comme la formation ou la reconnaissance de droit public.

Informations complémentaires sur le projet de recherche:

Les résultats seront disponibles en été 2010. Le rapport final sera publié sur le site internet du PNR 58.

www.pnr58.ch → Projets → Religions, médias et politique → La différence religieuse, un problème au cœur du débat politique



05.12.2009, grande mosquée de Genève. Vue depuis le terrain de basketball tout proche.
(© Mélanie Rouiller)

Le PNR 58 en bref

Le Programme national de recherche 58 «Collectivités religieuses, Etat et société» (PNR 58) est un programme de recherche orientée du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Son objectif est de pallier le manque d'informations scientifiques dont disposent la Confédération et les cantons sur les collectivités religieuses présentes aujourd'hui en Suisse et sur leur rapport à l'Etat ou à la société.

Le Conseil fédéral a approuvé le lancement du PNR 58 le 2 décembre 2005. A partir de 2007, 28 groupes de recherches ont débuté leurs travaux, souvent sous le signe de la pluridisciplinarité. Les travaux de recherche durent trois ans au maximum.

Le PNR 58 est doté d'un budget total de 10 millions de francs.

Président: Prof. Christoph Bochinger (Christoph.Bochinger@uni-bayreuth.de)

Coordinateur: Dr Christian Mottas (cmottas@snf.ch)

Chargée de valorisation: Almut Bonhage (almut.bonhage@bonhage.ch)

www.pnr58.ch

www.fns.ch

Impressum

PNR 58, cahier thématique I, juin 2010

Conception et rédaction: Xavier Pilloud – Bonhage PR AG

Design et mise en page: Ines Senger – Senger Interactive

Crédit photo: Mélanie Rouiller – kokochka création

Traduction: Claudia Möri

Production: Jordi AG, Belp



FONDS NATIONAL SUISSE
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE